

# La frontière française ne devrait pas fermer pour le G7

**SÉCURITÉ** La préfète de la Haute-Savoie, Emmanuelle Dubée, a détaillé hier à Annecy le dispositif qui sera en vigueur à Evian-les-Bains et dans les communes voisines en juin. Dans l'assistance, des journalistes suisses avides de réponses

LORENE MESOT, ANNECY

«Notre objectif est qu'Evian puisse continuer à vivre.» Hier en fin de journée à Annecy, la préfète de la Haute-Savoie a présenté le dispositif qui sera mis sur pied à Evian-les-Bains et dans les communes voisines de Neuvecelle et Publier du jeudi 11 au mercredi 17 juin à l'occasion du G7. L'exercice devait permettre aux autorités de répondre aux interrogations «qui nous sont parvenues» des élus et acteurs économiques locaux. Il a été quelque peu phagocyté par les médias suisses, témoins de l'impatience des acteurs économiques et de la coalition No-G7. Face à un canton qui explique attendre des décisions de l'Élysée pour se prononcer sur son propre dispositif de sécurité, plusieurs avaient fait le déplacement à la préfecture de Haute-Savoie.

La frontière sera-t-elle fermée, a demandé la RTS? «Nous avons sollicité nous-mêmes les autorités suisses sur le fait de savoir si elles souhaitent réduire les flux ou fermer la frontière un jour ou un autre. Elles ne nous ont pas encore répondu», a déclaré la préfète. Des contrôles auront lieu aux frontières, a-t-elle poursuivi, mais pour le moment il n'y a «pas la volonté, côté français, de fermer la frontière».

## Pour l'heure, pas de demande de manifestation

Les autorités haut-savoyardes ont-elles reçu des demandes d'autorisations de manifestation, a enchaîné la *Tribune de Genève*? Non, «pas à ce stade», a répété Emmanuelle Dubée plusieurs fois, précisant, tout de même, que des discussions pourraient avoir lieu ces prochains jours. La France serait-elle prête à organiser un contre-sommet comme le demande sa voisine, a poursuivi la RTS? «Mme Kast m'a écrit, a déclaré la préfète. La France n'organise pas de contre-sommet. Elle est à disposition d'organismes identifiés.» Mais si ceux-là venaient à se manifester, insiste cette fois *Le Temps*, les autorités françaises seraient-elles

prêtes à mettre un terrain à disposition? «Je comprends l'inquiétude qui fait suite aux affrontements et aux débordements que la Suisse a connus en 2003 en marge d'un précédent sommet du G8 que vous exprimez et sur lesquels nous échangeons aussi avec les autorités suisses, a tenté la préfète, cette fois légèrement agacée. Mais notre démarche est la même pour toute manifestation revendicative en France. Il nous faut des interlocuteurs.»

Avant ce ping-pong franco-suisse, les autorités de Haute-Savoie ont expliqué que les frontaliers de la région d'Evian-les-Bains qui transitent par bateau pourront continuer à le faire, non pas par Evian, mais soit via le port de Thonon, soit par un embarcadère mis spécialement sur pied pour la durée du sommet à Lugrin. Quant au rail et à la route, ils ne devraient pas être touchés sur les axes qui traversent la frontière. Le seul tronçon concerné sera celui entre Thonon et Evian – des cars de remplacement seront à disposition.

Sur place, deux zones de sécurité ont été imaginées. Une «zone rouge» (autour de l'Evian Resort, de l'hôtel Royal et de l'hôtel Hermitage) où logeront «les têtes

de délégations» et où auront lieu les discussions. Ainsi qu'une «zone bleue», ou zone de protection élargie, à cheval sur les trois communes concernées, pour laquelle un pass G7 (un QR code) sera obligatoire pour circuler.

**«La France n'organise pas de contre-sommet. Elle est à disposition d'organismes identifiés»**

EMMANUELLE DUBÉE, PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAVOIE

Résidents, travailleurs et commerçants, notamment, pourront faire la démarche en ligne pour l'obtenir dès le 11 mai. «Le principe reste celui de la libre circulation. L'objectif du pass G7, obligatoire, est d'accélérer les contrôles à l'entrée de la zone afin de fluidifier la circulation et éviter les embouteillages», a exposé la préfète. ■

# La gauche lance une bataille pour la «dignité»

**VAUD** Le comité d'initiative «Pour un salaire minimum» a lancé hier sa campagne. Entre arguments économiques et témoignages poignants, les initiants dénoncent le «contre-projet ruse» des autorités et plaident pour un plancher salarial de 23 francs

AÏNA SKJELLAUG

Le décor est planté, les affiches sont prêtes, et le ton est résolument offensif. Hier, à Lausanne, le comité d'initiative pour un salaire minimum a détaillé ses arguments avant la votation cantonale cruciale qui se profile le 14 juin. En ligne de mire: l'instauration d'un salaire minimum indexé, ancré dans la Constitution vaudoise, pour protéger les quelque 20 300 travailleurs recensés par le Conseil d'Etat – majoritairement des travailleuses – qui gagnent aujourd'hui moins de 23 francs de l'heure.

C'est Samuel Bendahan, conseiller national socialiste, qui a ouvert le feu en brossant le portrait d'un canton à deux vitesses. «Si l'on ramène la production de richesse du canton au nombre d'actifs vaudois, on arrive à un salaire de 13 900 francs par mois par personne. Cet argent est là, mais il est très mal réparti», a-t-il martelé. Pour le comité, le salaire minimum n'est pas qu'une mesure technique, c'est une nécessité vitale face à une «inflation cachée» qui frappe de plein fouet les bas revenus, pour qui les postes de dépenses incompressibles explosent.

## «Survivre au lieu de vivre»

«Le revenu disponible, c'est la liberté», a résumé Samuel Bendahan, rappelant qu'aujourd'hui, c'est l'Etat qui subventionne indirectement les entreprises sous-payantes via les subsides et l'aide sociale: «La collectivité paie pour que les employeurs puissent sous-payer.»

Au-delà des chiffres, la conférence a donné la parole aux visages de la précarité. Carla, employée comme femme de ménage, a livré un témoignage poignant: «Vivre avec 21 francs par heure est une dure réalité. Après les factures, mon argent est fini. Parfois, on doit choisir entre une facture ou se nourrir. Ce n'est pas vivre, c'est simplement survivre.»

Trini, 23 ans, nettoyeuse et ancienne femme de chambre, a décrit l'enfer des horaires coupés et du travail sur appel: «S'il n'y a pas de clients dans l'hôtel, on nous appelle pour nous dire de rester à la maison, sans être payées.» Pour elle, le salaire mini-



**«La collectivité paie pour que les employeurs puissent sous-payer»**

SAMUEL BENDAHAN,  
CONSEILLER NATIONAL (PS/VD)

mum est «non négociable» pour espérer une stabilité minimale.

Le comité a consacré une large part de son intervention à démolir le contre-projet proposé par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil. Arnaud Bouverat, coprésident du comité unitaire, a dénoncé un projet qui manque de sécurité juridique: «L'ancrage constitutionnel est une nécessité absolue pour pérenniser le salaire minimum. Sans cela, les autorités pourront le démanteler sans vote populaire.»

## Une «réponse au problème de pouvoir d'achat»

Face aux craintes du patronat, Joëlle Minacci, députée d'Ensemble à gauche, a opposé le bilan des cantons de Neuchâtel et Genève. «Tous les épouvantails brandis par la droite ne se sont jamais produits. A Genève, le nombre de travailleurs pauvres a diminué de moitié sans effet négatif sur l'emploi», a-t-elle souligné.

Sur le plan financier, l'impact pour l'Etat serait même positif selon les calculs de Samuel Bendahan: une hausse de près de 90 millions de la masse salariale pourrait générer une dizaine de millions de recettes fiscales supplémentaires et un allègement significatif des dépenses sociales.

Enfin, la gauche n'ignore pas la coïncidence du calendrier. Le même jour, les Vaudois voteront sur l'initiative «de limitation» de l'UDC. Samuel Bendahan y voit un lien direct: «La réponse au problème de pouvoir d'achat se trouve dans le salaire minimum, pas dans l'initiative du chaos de l'UDC.» Pour les initiants, le choix est clair: «Une Suisse qui partage sa richesse, ou une Suisse qui s'isole et précarise ses travailleurs les plus essentiels.» ■



Le secteur des soins fait face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, pourtant les salaires stagnent. Beat Mathys

# Pénurie de personnel ne veut pas toujours dire hausse des salaires

**Suisse** En 2025, les salaires réels ont connu leur plus forte hausse depuis seize ans, mais dans les secteurs où la pénurie de main-d'œuvre est la plus criante, les salaires restent bas.

**Armin Müller**

En 2025, les salaires réels en Suisse ont progressé de 1,6%. Il s'agit de la plus forte hausse du pouvoir d'achat depuis 2009. C'est ce qu'a annoncé l'Office fédéral de la statistique la semaine dernière.

Cela semble paradoxal: pourquoi les salaires augmentent-ils désormais, alors que le marché du travail s'est quelque peu refroidi? Et pourquoi ont-ils baissé en termes réels entre 2021 et 2023, alors que les entreprises cherchaient désespérément du personnel? Pour rappel, le salaire réel correspond au salaire corrigé de l'inflation et permet de mesurer le pouvoir d'achat effectif des salariés. Ce phénomène s'explique par ce qu'on appelle l'illusion monétaire, comme l'indique Michael Siegenthaler, expert du marché du travail à l'institut KOF de l'EPFZ. Les employés se focalisent avant tout sur les augmentations nominales et sous-estiment les pertes réelles de pouvoir d'achat liées à l'inflation.

**Les salaires réagissent avec plus d'un an de retard**

Parallèlement, les salaires réagissent avec un an à un an et demi de retard aux pénuries de personnel. Les négociations salariales pour l'année suivante ont généralement lieu en automne et sont fortement influencées par l'inflation passée. En automne 2024, les négociations salariales se sont déroulées dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée et d'inflation élevée, ce qui a conduit à des augmentations de salaire relativement importantes. Par la suite, l'inflation a cependant chuté de manière inattendue. Résultat: une forte hausse des salaires réels en 2025. Les années précédentes, c'était justement l'inverse, constate Michael Siegenthaler. Après plus de dix ans sans renchérissement notable, les travailleurs se concentraient trop sur les augmentations de salaire nominales. Lorsque le renchérissement a rapidement dépassé

les 3%, il a largement dévoré les faibles augmentations nominales en termes réels.

Mais l'inflation n'explique que le mouvement à court terme, pas la tendance de fond. Le rapport détaillé du Conseil fédéral sur la pénurie de main-d'œuvre, publié mercredi dernier, montre que le lien entre pénurie de personnel et salaires est étonnamment faible en Suisse. Dans les branches les plus touchées par les difficultés de recrutement, les salaires réels n'augmentent que très légèrement par rapport à la moyenne de toutes les branches.

Entre 2010 et 2025, les salaires ont progressé moins que la moyenne précisément là où le Conseil fédéral et le KOF identifiaient les plus grandes pénuries de main-d'œuvre. C'est ce qui ressort d'une observation à plus long terme basée sur l'indice des salaires de l'Office fédéral de la statistique. Dans le secteur de la santé, ils n'ont ainsi augmenté que d'un peu plus de 10%, dans la construction de 11% et dans les transports de 9,5%. En revanche, ce sont les employés de l'administration publique qui ont bénéficié de la plus forte augmentation salariale, avec près de 18%.

**«Les politiques et les médias ont l'impression que la pénurie de main-d'œuvre est un problème majeur et qu'il faut y remédier immédiatement, mais les pénuries font partie d'un marché dynamique.»**

**Michael Siegenthaler**  
Expert du marché du travail à l'institut KOF de l'EPFZ

En théorie, la pénurie devrait pourtant faire grimper les salaires: quand de nombreuses entreprises se disputent un nombre restreint de travailleurs, le pouvoir de négociation des employés augmente. Mais dans les faits, l'effet reste modeste.

**Le salaire n'est pas le seul critère d'attractivité**

L'une des raisons tient au fait que le salaire n'est plus, depuis longtemps, le seul critère d'attractivité. Une étude du KOF se réfère à de nouvelles recherches montrant que les candidats en Suisse ne se concentrent pas uniquement sur le salaire, mais également sur les prestations complémentaires et les conditions de travail. Le télétravail, la garde d'enfants ou une voiture de fonction représentent une valeur considérable pour de nombreux candidats. Les entreprises en quête de personnel misent donc sur davantage de flexibilité, de meilleurs horaires ou d'autres avantages.

De plus, on ne peut pas déplacer la main-d'œuvre à volonté là où la pénurie est la plus criante. Des salaires plus élevés ne suffisent pas si une personne refuse de changer de branche ou d'entreprise pour des raisons familiales, par attachement à son métier ou à son lieu de résidence.

C'est aussi le cas lorsque les horaires de travail sont contraignants, que la charge reste importante ou que les qualifications requises manquent. Dans les secteurs des soins et de la construction notamment, les chercheurs soulignent que les mauvaises conditions de travail ou leur rigidité expliquent en grande partie la persistance de ces pénuries.

Dans le secteur des soins, nombreuses sont les personnes qui quittent précocement la profession. Ces domaines illustrent particulièrement bien le fait qu'une simple augmentation de salaire ne suffit pas à résoudre la pénurie de main-d'œuvre. La prévisibilité des horaires, la charge de travail, le statut et la conciliation entre vie professionnelle et familiale jouent un rôle tout aussi déterminant.

Une autre raison de la faible augmentation des salaires réside dans les entreprises elles-mêmes. Beaucoup ne peuvent pas augmenter les salaires autant que la pénurie le laisserait supposer. L'année dernière, le KOF a interrogé quelque 1600 firmes à ce sujet. Deux sur trois ont indiqué qu'elles n'augmentaient pas les salaires malgré le manque de personnel, tout simplement parce qu'elles n'en avaient pas les moyens.

À cela s'ajoutent des questions d'équité: attirer de nouveaux collaborateurs avec une nette augmentation de salaire risque de créer des tensions avec le personnel en place et de déséquilibrer la structure salariale interne.

Les salaires s'inscrivent dans des budgets, des hiérarchies, des conventions collectives de travail et des systèmes influencés par l'État. C'est particulièrement vrai dans des domaines fortement réglementés comme les soins et l'éducation. Comme les tarifs et les budgets sont fixés politiquement et que les responsables politiques veulent garder la main sur les coûts de la santé, le mécanisme des prix ne fonctionne plus.

**L'expression de la réussite économique de la Suisse**

Avec la reprise économique qui a suivi les confinements liés au Covid-19, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est devenue un enjeu politique. Or, bien qu'il s'agisse d'un problème sérieux, il n'y a pas lieu de s'alarmer d'un point de vue économique global. Le Conseil fédéral et les auteurs de l'étude du KOF y voient l'expression de la réussite économique de la Suisse. «Les politiques et les médias ont l'impression que la pénurie de main-d'œuvre est un problème majeur et qu'il faut y remédier immédiatement», explique Michael Siegenthaler, «mais les pénuries font partie d'un marché dynamique». Le contraire – un marché du travail où de nombreuses personnes cherchent du travail sans en trouver – serait plus problématique.

Traduction: Olivia Beuchat

# Les Vingt-Sept sont entrés dans la difficile négociation du prochain budget européen

[lesechos.fr/monde/europe/a-nicosie-les-vingt-sept-entrent-dans-la-difficile-negociation-du-prochain-budget-europeen-2228499](https://www.lesechos.fr/monde/europe/a-nicosie-les-vingt-sept-entrent-dans-la-difficile-negociation-du-prochain-budget-europeen-2228499)

Karl De Meyer

April 24, 2026

La semaine dernière à Nicosie, les leaders de l'UE ont posé l'équation du prochain cadre financier, qui doit soutenir de nouvelles priorités et commencer à rembourser le grand emprunt commun de 2020. Cela devrait impliquer la création de nouvelles recettes.



Les présidents du Conseil européen et de la Commission, Antonio Costa et Ursula von der Leyen, lors d'une conférence de presse à Nicosie, le 24 avril. (Photo Yiannis Kourtoglou/Reuters)

Publié le 24 avr. 2026 à 18:41 Mis à jour le 27 avr. 2026 à 16:52

Pour la première fois, les leaders européens se sont emparés officiellement, [vendredi dernier à Nicosie](#), d'un dossier qui tous les sept ans leur prend beaucoup d'énergie et provoque de fortes tensions entre eux : le budget de l'Union. Préliminaire et surtout non chiffrée, la discussion n'a pas - encore - donné lieu à des passes d'armes, mais a eu le mérite de poser le débat et d'établir la nécessité de se hâter.

Pour la période 2028-2034, l'équation est encore plus compliquée qu'à l'accoutumée. De nombreux Etats membres (France, Italie, Pologne) veulent plus ou moins sanctuariser les deux politiques qui forment jusqu'à présent les deux premiers postes de dépenses : la politique agricole commune (notamment au nom de la souveraineté alimentaire) et la politique de [cohésion](#). Mais avec le décrochage économique et technologique de l'UE face à ses principaux concurrents, le budget doit aussi financer de nouvelles priorités, comme le spatial, l'IA, le quantique, les biotechs, les semi-conducteurs...

Conformément aux engagements pris en 2020, l'UE doit en outre commencer à rembourser, à partir de 2028, le capital du grand emprunt commun approuvé en 2020 pour financer le plan de relance post-Covid. On parle d'une vingtaine de milliards d'euros annuels, selon le rythme de remboursement qui sera choisi.

## Nouvelles ressources propres

---

Comme de nombreux Etats (Pays-Bas, Allemagne, Suède) ne comptent pas augmenter significativement leurs contributions nationales, il apparaît nécessaire de dégager [de nouvelles « ressources propres »](#) pour le budget européen. Las, avec des finances publiques sous pression, les capitales tendent à renâcler.

Le Parlement européen, qui ne participe pas vraiment à la négociation mais tente de l'influencer, doit proposer la semaine prochaine de mettre en place de nouvelles taxes, notamment sur les services numériques, les jeux d'argent et de hasard en ligne ou les plus-values sur cryptoactifs. « Le budget actuel nous a appris que nous ne pouvons pas résoudre toutes les crises et tous les défis qui se présentent. Nous avons besoin d'argent frais », a plaidé à Chypre la présidente du Parlement, Roberta Metsola.

Si jamais il s'avérait impossible de créer ces nouvelles recettes, qui ne peuvent être validées qu'à l'unanimité des Vingt-Sept, le remboursement de la dette commune risque d'avoir un effet récessif, alors que l'économie européenne peine déjà, en rythme de croisière, [à croître de plus de 1 % par an.](#)

Une option qu'avance la France serait de ne pas rembourser l'emprunt dans le prochain budget, mais de procéder à un « rollover » des titres arrivant à maturité. Une opération qui aurait le mérite d'entretenir la profondeur du marché de la dette libellée en euros, très demandée sur les marchés internationaux.

## Prochaine étape en juin

---

« Le problème c'est que si on fait ça, on allège certes la pression sur le prochain cadre financier 2028-2034, mais on l'aggrave sur les suivants, puisqu'on est censé avoir tout remboursé en 2058 », objecte un expert de la Commission, pour qui les marchés pourraient aussi réagir négativement à une modification des paramètres prévus en 2020. Il va sans dire que le scénario du « rollover » heurte les capitales « frugales » et légalistes, Berlin et La Haye en tête. Il poserait sans doute des problèmes d'ordre constitutionnel en Allemagne.

## VIDEO - Pourquoi la dette devient un vrai problème

---

La présidence chypriote de l'UE compte remettre le sujet à l'agenda du sommet des Vingt-Sept du mois de juin, avec cette fois une « négobox » (une architecture des composantes du cadre financier) chiffrée. Il reviendrait à la présidence irlandaise du second semestre de faire progresser les négociations en vue d'un accord en fin d'année.

Le respect de ce calendrier permettrait de prendre en 2027 toutes les mesures d'application que requerra le nouveau budget, pour laquelle la Commission a élaboré, en juillet dernier, une nouvelle structure. Les premiers décaissements pourraient alors intervenir dès le début 2028 et alimenter la croissance du continent.

Une telle séquence permettrait en outre de sortir le débat budgétaire européen des campagnes électorales qui auront lieu, en 2027, dans plusieurs « grands » Etats membres : France, Italie, Espagne, Pologne. La semaine dernière, un diplomate européen n'y croyait toutefois pas un instant : « comme d'habitude, on trouvera un accord à la dernière minute, dans les cris, fin 2027. »

# Euro numérique : la BCE avance ses pions malgré la fronde des banques

[lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/euro-numerique-la-bce-avance-ses-pions-malgre-la-fronde-des-banques-2228802](https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/euro-numerique-la-bce-avance-ses-pions-malgre-la-fronde-des-banques-2228802)

Samir Touzani, Marion Heilmann

April 28, 2026

Alors que le projet reste suspendu aux arbitrages du Parlement européen, la BCE a signé des accords avec trois organismes européens de standardisation. Objectif : limiter les coûts d'adoption et renforcer la souveraineté des paiements.



La BCE avance sur les standards pour limiter les coûts et renforcer la souveraineté des paiements européens. (Photo Nicolas Tucac/AFP)

Publié le 28 avr. 2026 à 06:10

PremiumVotre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Tandis que le sort politique de l'euro numérique dépend encore des arbitrages du Parlement européen, la Banque centrale européenne (BCE) continue d'avancer sur son chantier technique. Le projet d'euro numérique vise à créer une version numérique de la monnaie de banque centrale, accessible aux particuliers et aux entreprises pour les paiements du quotidien, en complément des espèces. Présenté par la Commission européenne en 2023, le projet est mis en oeuvre par la BCE qui dit vouloir être prête pour un pilote dès septembre 2027, avec un lancement possible en 2029.

Vendredi, la BCE a ainsi annoncé avoir signé des accords avec trois organismes européens chargés de standards de paiement ouverts, afin de préparer l'infrastructure du futur moyen de paiement et de limiter les coûts d'adoption pour les banques, les prestataires de paiement et les commerçants.

## Le défi des terminaux de paiement

---

Pour les paiements en point de vente, la BCE prévoit notamment d'utiliser CPACE, une norme développée par la European Card Payment Cooperation. Déjà utilisée par plusieurs réseaux domestiques, dont Cartes Bancaires en France et girocard en Allemagne, elle permet les paiements sans contact en « tap to pay ». Son choix répond aussi à l'objectif de souveraineté du projet, en proposant une alternative européenne aux standards propriétaires qui structurent aujourd'hui une large partie des paiements par carte, dans un marché dominé par les réseaux américains Visa et Mastercard.

La BCE utilisera également la norme « nexo », qui permet de connecter les terminaux des commerçants ou les distributeurs de billets aux systèmes des prestataires de paiement et des acquéreurs. Elle a aussi signé un accord avec le Berlin Group, dont la norme couvre les consultations de solde mais aussi certaines fonctionnalités de paiements mobiles.

D'autres accords doivent suivre. Selon la BCE, l'adoption de ces standards doit simplifier l'acceptation de l'euro numérique, garantir une expérience homogène dans toute la zone euro et permettre aux systèmes de paiement européens d'élargir leurs usages.

## Alternative européenne

---

« Ce partenariat témoigne de notre ferme engagement à faire en sorte que l'euro numérique soit compatible avec les normes européennes existantes, auxquelles le secteur privé peut également avoir recours », a déclaré Piero Cipollone, membre du directoire de la BCE. Pour lui, le sujet dépasse le paiement de détail et touche à l'autonomie européenne sur des infrastructures aujourd'hui largement dépendantes d'acteurs extra-européens, et peut donner aux acteurs du paiement davantage de visibilité pour investir.

L'annonce donne d'ailleurs corps à un argument défendu quelques jours plus tôt par François Villeroy de Galhau et Denis Beau dans une tribune publiée dans « Les Echos », qui répondait aux critiques exprimées ces derniers mois par le secteur bancaire français. « La réutilisation de l'existant - interfaces, cartes, terminaux, standards et infrastructures - est un principe central », écrivaient le gouverneur et le premier sous-gouverneur de la Banque de France, pour « limiter les coûts et la complexité » du projet.

## La question du coût

---

Dans une analyse publiée en octobre, l'Eurosystème estimait les coûts d'investissement pour les banques entre 4 et 5,8 milliards d'euros, en tenant compte des synergies possibles et de la mutualisation des développements au

sein du secteur.

Ces chiffres restent très éloignés de ceux avancés par les banques. Dans une étude réalisée l'année dernière par PwC pour les fédérations européennes et actualisée en mars 2026, les établissements jugent toujours « réaliste » un ordre de grandeur de 18 milliards d'euros de coûts de mise en oeuvre pour la zone euro.

Le rapport souligne que les terminaux de paiement devront être adaptés et certifiés pour le nouveau schéma, et insiste plus largement sur le fait que l'euro numérique ne constituerait pas, selon ses auteurs, un simple ajout aux infrastructures existantes.

Cette divergence sur la facture du projet reste l'un des principaux points de friction entre l'Eurosystème et le secteur bancaire, au moment où le débat politique sur le lancement de l'euro numérique entre dans une phase décisive.

Marion Heilmann et Samir Touzani

FANNY SCUDERI, BERNE

Faut-il donner deux sièges aux anciens demi-cantons? La question rouvre un vieux débat politique. La dernière révision de la Constitution, entrée en vigueur en 2000, supprime la notion même de «demi-canton». Reste que Nidwald, Obwald, les deux Appenzell et les deux Bâles n'ont qu'un siège au Conseil des Etats.

Aujourd'hui, le Conseil national doit se prononcer sur une initiative cantonale, envoyée par le Grand Conseil de Bâle-Ville. Elle demande que les deux Bâles soient reconnus comme des cantons à part entière et possèdent deux voix au Conseil des Etats. Un autre texte de Bâle-Campagne cette fois-ci a également été déposé et est en attente de traitement: il élargit le débat à tous les anciens demi-cantons.

Au sein de la Commission des institutions politiques du National, qui a rejeté la proposition, une minorité est défendue par les socialistes, dont la conseillère nationale Samira Marti, de Bâle-Campagne. «Le Conseil des Etats traite de manière égale les cantons, peu importe leur poids démographique. Sauf les anciens demi-cantons. Certaines régions, comme Bâle-Ville et Bâle-Campagne, sont aujourd'hui désavantagées, sans bonne explication», juge-t-elle.

### La Chambre des cantons refuse

Peu optimiste sur l'issue du vote, l'élue reviendra à la charge durant la session parlementaire de juin en déposant un postulat. Celui-ci demande au Conseil fédéral d'ouvrir une réflexion sur le traitement des anciens demi-cantons. «Il faut une vue d'ensemble, le débat est nécessaire pour moderniser le système et mieux refléter la diversité des villes, notamment le poids des pays, souvent sous-représentés.»

Ces revendications ne sont pas nouvelles. Régulièrement, des



Dans la salle du Conseil des Etats. Si la notion même de «demi-canton» a été supprimée de la Constitution depuis le 1er janvier 2000, Nidwald, Obwald, les deux Appenzell et les deux Bâle ne disposent toujours que d'un siège à la Chambre des cantons et voudraient être reconnus à part entière. (BERNE, 20 MARS 2026/ANTHONY ANEX/KEYSTONE)

# Les demi-cantons ne veulent plus compter à moitié

**POLITIQUE** Le National se prononce aujourd'hui sur une proposition de Bâle-Ville, qui aspire à deux voix au Conseil des Etats. La revendication des anciens demi-cantons ravive un débat sensible sur l'équilibre suisse. Le parlement redoute l'effet domino

pétitions et des textes demandent de revoir la composition de la Chambre haute. Mais Samira Marti pointe un moment charnière du débat: la création du canton du Jura. «A ce moment, il n'a pas été décidé d'enlever un siège au canton de Berne et de le donner au Jura. Il n'y a donc pas de sens à ce que les cantons de Bâle se partagent les voix au Conseil des Etats», estime-t-elle. Alors que tous les anciens demi-can-

tons sont germanophones, un renforcement de leur poids entraînerait mécaniquement une minorisation de la Suisse latine. En réponse, la conseillère nationale souligne «que les frontières linguistiques et culturelles ne sont pas strictes, Bâle-Ville étant par exemple plus tournée vers la Suisse romande que vers certains cantons dits «fondateurs».

Ces arguments sont loin de convaincre le conseiller national

du Centre Gerhard Pfister, rapporteur pour la commission. «Ces revendications, légitimes, reviennent périodiquement. Mais nous arrivons toujours au même résultat: un changement entraînerait plus de désavantages que le statu quo. Le système suisse repose sur un équilibre délicat: toucher à un élément risque de déstabiliser l'ensemble. Jusqu'ici, il a permis de préserver l'unité du pays et le

respect des minorités», résume le Zougais. Avec un risque, selon lui, de renforcer la force conservatrice: «Deux sièges pour chaque demi-canton augmenteraient le poids des régions rurales. Le Conseil des Etats ne doit pas devenir une forteresse conservatrice qui désavantage les habitants des villes.» Malicieux, il pointe aussi «l'opportunisme» de la gauche, la seule à soutenir l'initiative de Bâle-Ville:

«Ce n'est pas par hasard. Bâle-Ville est une région urbaine qui soutient ses idées.»

Traitée désormais par le Conseil national, l'initiative de Bâle-Ville a déjà été rejetée par le Conseil des Etats. La conseillère aux Etats argovienne Marianne Binder-Keller était rapporteuse de majorité: «Nous sommes d'avis que l'équilibre fondamental de l'Etat entre petits et grands cantons, entre régions urbaines économiques et régions rurales, mais aussi entre les régions linguistiques, ne doit pas être perturbé», souligne-t-elle.

**«Le système suisse repose sur un équilibre délicat: toucher à un élément risque de déstabiliser l'ensemble»**

GERHARD PFISTER, CONSEILLER NATIONAL (ZG/LE CENTRE)

Si les deux cantons alémaniques de Bâle-Campagne et de Bâle-Ville revendiquent chacun deux sièges au Conseil des Etats, «pourquoi pas aussi Obwald et Nidwald, ou Appenzell Rhodes-Extérieures et Rhodes-Intérieures?» demande la sénatrice, qui considère toute réforme actuellement comme «inutile». «Je ne toucherais pas à un système politique traditionnel qui sert la cohésion de la Confédération et qui est réglé dans la Constitution. Encore moins à un moment où la question de la double majorité des cantons devient soudainement un sujet de conflit politique dans le cadre des bilatérales III», avertit-elle. A Berne, derrière une question de sièges, c'est tout un équilibre qui est sous pression. ■



Laurent Guiraud

C'est dans les locaux d'OM Pharma, à Meyrin, que s'est tenu le rendez-vous, en présence notamment de la conseillère d'État Nathalie Fontanet.

# Les cantons romands fustigent «Pas de Suisse à 10 millions!»

**Votation fédérale** La Conférence des gouvernements de Suisse occidentale s'oppose à l'initiative de l'UDC qui «menace la prospérité helvétique».

## Rachad Armanios

C'est dans les murs d'OM Pharma, à Meyrin, que la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) a communiqué lundi son opposition «ferme et unanime» à l'initiative fédérale de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!»

Cette entreprise produit des médicaments contre les infections respiratoires et urinaires, une centaine de millions de capsules par an vendues dans une centaine de pays.

Elle emploie 420 personnes, dont 300 à Genève et 50 à Fribourg. Elle dépense 30 millions de francs par an pour la recherche.

Son CEO, Roch Ogier, insiste sur la nécessité de maintenir les conditions-cadres favorables qui lui permettent d'avoir son siège et son site de production à Meyrin. Soit «un accès à une main-d'œuvre pointue et aux talents, quels que soient leur pays, un accès aux marchés internationaux, une stabilité et une prévisibilité».

## Libre circulation

Or, c'est tout l'édifice permettant la prospérité de la Suisse que l'initiative soumise le 14 juin mettrait à mal, insiste la présidente du Conseil d'État genevois, Nathalie Fontanet.

Car si le plafond démographique instauré était dépassé, «le Conseil fédéral devrait dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes» avec l'Union européenne, entraînant l'abandon de l'accès au marché unique, au risque de délocalisations, tout en menaçant les Bilatérales I.

**«Il faut privilégier la main-d'œuvre indigène, mais l'immigration est nécessaire. Sans elle, 460'000 postes resteront vacants d'ici à 2035 à cause des vagues de départ à la retraite.»**

## Olivier Curty

Conseiller d'État fribourgeois et vice-président de la CGSO

De quoi sortir la Suisse notamment des accords Schengen et Dublin. Cela péjorerait la situation sécuritaire du pays tout en décuplant le nombre de requérants d'asile qui ne pourraient plus être renvoyés vers le premier pays européen d'accueil, relève Christelle Luisier Brodard, présidente du Conseil d'État vaudois.

La «logique de contingentements» générerait de l'incertitude et d'immenses complications administratives pour les entreprises, prévient Nathalie Fontanet. De quoi susciter des conflits pour figurer parmi les cantons et les secteurs privilégiés...

L'initiative bafoue ainsi l'autonomie des cantons, selon la magistrate. «Genève doit gérer lui-même son développement dynamique, qui nécessite de la flexibilité.»

Conseiller d'État fribourgeois et vice-président de la CGSO, Olivier Curty le reconnaît: «Il faut privilégier la main-d'œuvre indigène, mais l'immigration est nécessaire. Sans elle, 460'000 postes resteront vacants d'ici à 2035 à cause des vagues de départ à la retraite.» De quoi entraver le développement des entreprises et donc de l'emploi local que l'initiative «ne défend pas».

Avec elle, la Suisse deviendrait une «gérontocratie», craint encore Nathalie Fontanet: «En 2025, pour la première fois, les plus de 65 ans ont dépassé les 20% de la population et le nombre des moins de 20 ans.» Or, les travailleurs étrangers atténuent le vieillissement de la population.

La magistrate prévient: s'en priver serait «une bombe à retardement» pour les finances publiques des cantons, pour le financement des assurances sociales et celui de nos retraites auxquelles la main-d'œuvre étrangère «contribue plus qu'elle n'en bénéficie».

## Zéro solution

Christelle Luisier Brodard dit entendre les inquiétudes liées à la pression démographique sur le logement, les transports et les infrastructures. Mais «l'initiative n'apporte aucune solution. Elle ne permettra pas de répondre à la pénurie de logements ni de faire baisser les loyers. Au contraire, en privant la construction de main-d'œuvre étrangère, elle entravera les nouvelles habitations nécessaires et les rénovations énergétiques indispensables».

Tout de même, 10 millions d'habitants plutôt que 11, 12 ou 13 millions, ce sera moins d'immeubles et donc de bétonisation... «Il y a de toute façon besoin de logements, 8000 sont en cours de construction à Genève. L'enjeu n'est pas une croissance à tout prix, mais l'absorption de cette croissance», répond Nathalie Fontanet.

Son homologue vaudoise insiste sur les objectifs de qualité de vie dans les quartiers et d'accessibilité des logements, tandis que Nathalie Fontanet évoque le Léman Express qui a répondu au défi de la mobilité. Or, l'initiative «saturerait davantage les routes genevoises» en multipliant le nombre de travailleurs frontaliers, qui ne sont pas concernés par le texte de l'UDC.

## Kerosin als Unsicherheitsfaktor

*Die Schweiz hat genug Öl für Mai, doch beim Flugpetrol könnte es knapp werden*

ISABELLE WACHTER

Die Folgen der blockierten Strasse von Hormuz machen sich auch in der Schweiz bemerkbar: Die Preise für Flüge und Benzin sind auch hierzulande gestiegen. Die Angst, dass die Ferienpläne scheitern, ist für viele zum stetigen Begleiter geworden. Zwar wiederholt die Wirtschaftliche Landesversorgung (WL) seit Tagen mantraartig, dass die Versorgung mit Mineralölprodukten bis Ende April gesichert sei. Die Behörde ist für die Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern in Krisenzeiten zuständig. Aber wie sieht es ab Freitag aus?

Darüber gibt es nun Klarheit: Für Benzin, Diesel und Heizöl ist die Versorgung laut der WL auch für den Mai gesichert. Auch beim Kerosin geht die Behörde davon aus, dass genügend vorhanden sein wird. Aber bei den bestellten Mengen für die zweite Maihälfte ist die Lieferung

noch nicht bestätigt. Die Ungewissheit dürfte also länger dauern.

### Tempo drosseln oder umsteigen

Das alles erinnert an die Krise von 2022, als Russland die Ukraine angriff. Und trotzdem ist die Situation heute eine andere. Zu Beginn des Ukraine-Kriegs war zuerst die Gasversorgung gefährdet, später drohte auch eine Strommangel-lage. Der Bundesrat rief die Bevölkerung und die Wirtschaft dazu auf, Strom zu sparen. Weniger heizen und kürzer duschen war die Devise.

Kommt es zu einer Mangellage beim Öl, gäbe es andere Massnahmen. «Vorderhand wären vor allem der Flug- und der Strassenverkehr betroffen», sagt ein Sprecher der WL. Sparsames Fahren, Umsteigen auf die Bahn oder eine Tempodrosselung könnten dabei zur Reduktion des Verbrauchs beitragen.

Zudem könnte die WL die Pflichtlager freigegeben. Das sind gesetzlich vorgeschriebene Lagervorräte der Erdölimporteure. Die Vorräte von Benzin, Diesel und Heizöl würden für 4,5 Monate reichen, beim Kerosin für 3 Monate. Die Lager sind im ganzen Land verteilt.

«Derzeit besteht aber kein Grund zur Beunruhigung», sagt der WL-Sprecher. Für die Versorgung der Schweiz sei grundsätzlich die Privatwirtschaft verantwortlich. Erst wenn die Firmen diese Güter nicht mehr bereitstellen könnten, weil sie kein Benzin oder Kerosin mehr auf dem Markt kaufen könnten, komme die WL zum Einsatz. Und danach sieht es derzeit noch nicht aus.

### Europa bezieht mehr US-Öl

Die Lage bleibt dennoch volatil. Und ob die Schweiz genügend versorgt ist, lässt sich nur von Monat zu Monat sagen. Erd-

ölimporteure aus ganz Europa suchen daher händeringend nach neuen Lieferanten. Auf dem Atlantik befindet sich derzeit eine Armada von leeren Öltankern, die Kurs auf die USA halten. Laut der Energy Information Administration exportierten die USA mehr Öl als je zuvor. 12,9 Millionen Barrel Erdöl pro Tag waren es gemäss den aktuellsten Zahlen.

Die Schweiz bezog laut dem Verband der Importeure Avenenergy schon in den letzten Jahren einen Grossteil des Rohöls aus den USA. Laut den aktuellsten Zahlen von 2024 waren es 54,5 Prozent. An zweiter Stelle steht mit einem Importanteil von 36,9 Prozent Nigeria.

Heute könnte der Anteil von amerikanischem Erdöl in der Schweiz noch höher sein. Ob die Schweiz in den letzten beiden Monaten mehr Rohöl aus den USA bezogen hat, geht aus den Statistiken aber nicht hervor. Oftmals wird amerikanisches Rohöl nicht direkt in die Schweiz

geliefert, sondern an Raffinerien in den Niederlanden oder in Belgien. In den Statistiken der Zolldirektion tauchen dann diese Länder auf und nicht die USA.

Mehr Ölimporte aus den USA würden das Handelsbilanzdefizit der Schweiz mit den USA reduzieren. Roland Bilang, der Avenenergy-Geschäftsführer, geht aber nicht davon aus, dass die Schweiz damit bei den Zollverhandlungen mit den USA punkten kann. Er sagt: «Auch wenn sich der Anteil und der Preis dafür erhöhen sollten, kann dies die Handelsbilanz nicht massgeblich beeinflussen.» Das habe damit zu tun, dass die Raffinerie in Cressier bereits in früheren Jahren einen Grossteil des Rohöls aus den USA bezogen habe.

Im Jahr 2024 betrug dessen Wert rund 700 Millionen Franken. Die USA haben aber im Warenhandel ein Defizit gegenüber der Schweiz von 48 Milliarden. Da wirken ein paar hundert Millionen wie eine Randnotiz

## Schweizer suchen Sicherheit, Ausländer den Wettbewerb

Der Arbeitgeberverband zeigt mit einer Analyse vor der Abstimmung zur 10-Millionen-Schweiz die Wichtigkeit von Zuwanderern für den Wohlstand

CHRISTIN SEVERIN

Die Verwaltung und die staatsnahen Bereiche sind in den vergangenen Jahren schneller gewachsen als die Privatwirtschaft. Während beim Kernstaat und den staatsnahen Bereichen Ende 2024 rund 370 000 Personen mehr arbeiteten als 2010, stieg die Beschäftigung in der Privatwirtschaft lediglich um knapp 260 000 Stellen. Dies zeigt eine Auswertung des Arbeitgeberverbandes auf der Basis von Daten aus der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung.

Dabei zeigt sich ein klares Muster: 93 Prozent der zusätzlichen Beschäftigten in der Privatwirtschaft sind Ausländer, lediglich 6 Prozent Schweizer. Die wachstumsstärksten Bereiche der Privatwirtschaft waren Software & IT, Unternehmensdienste und Planungsbüros.

Umgekehrt verhielt es sich beim Kernstaat: Knapp 90 Prozent der zusätzlichen Stellen entfielen auf Schweizer. In staatsnahen und regulierten Branchen wie Gesundheit, Bildung, Soziales und Betreuung ist das Verhältnis etwas ausgeglichener: Hier entfielen knapp 60 Prozent des Stellenwachstums auf Schweizer, die anderen 40 Prozent auf Ausländer.

### Die Wertschöpfung zählt

Aus volkswirtschaftlicher Perspektive ist das schnellere Wachstum der staatlichen und regulierten Branchen problematisch. Diese erfüllen zwar wichtige gesellschaftliche Funktionen. Niemand möchte auf ein funktionierendes Gesundheitswesen verzichten. Der Wohlstand der Schweiz, so argumentiert der Arbeitgeberverband, beruhe aber vor allem auf den marktorientierten Branchen. «Hier passiert die

Wertschöpfung, mit der wir unsere Schulen und Spitäler finanzieren», so Patrick Chuard-Keller, der Chefökonom des Arbeitgeberverbandes.

Seiner Meinung nach gerät in der Debatte um die Zuwanderung und die kommende Abstimmung zur 10-Millionen-Schweiz aus dem Blick, wo der Wohlstand des Landes entsteht und wo die Zuwanderer arbeiten. Dass die Zuwanderer in marktorientierten Branchen arbeiten, sei ein Indiz dafür, dass die Zuwanderung den Wohlstand in der Schweiz tatsächlich erhöhe, meint Chuard-Keller.

«Gerade die wertschöpfungsintensiven Teile der Wirtschaft sind stark auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen.» Die Problematik dürfte sich noch verschärfen: Babyboomer scheiden langsam aus dem Arbeitsleben aus, aus dem Inland rücken weniger Junge nach. Firmen, die Fachpersonen für hochspezialisierte Aufgaben suchen, finden im grösseren Markt der EU leichter genau das gesuchte Profil als in der kleinen Schweiz.

Ein Grund für die unterschiedlichen Karrierewege von Schweizern und Zuwanderern könnte gemäss den Arbeitgebern sein, dass die Arbeitsbedingungen beim Staat und in staatsnahen Branchen in der Schweiz besonders attraktiv sind, auch weil dieser mehr Sicherheit bietet. Bei den Ausländern scheint hingegen eine andere Logik zu spielen: Wer die Heimat verlässt, will mehr erreichen und ist auch bereit, in einem wettbewerbsintensiven Umfeld zu arbeiten.

Daniel Lampart, Chefökonom des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, relativiert aber den Graben zwischen Inländern und Zuwanderern. In den staatsnahen Bereichen wie dem Gesundheitswesen sei die Verteilung recht ausge-

wogen. Dass beim Kernstaat vor allem Schweizer arbeiten, sei nachvollziehbar, weil diese bereits einen Bezug zu ihrem Gemeinwesen hätten. Die Zuwanderer hingegen gingen dorthin, wo es Arbeit gäbe, sagt Lampart. «Wenn die Stellen verschwinden, gehen sie häufig wieder.»

### Verantwortlich ist die Politik

Ohne es explizit zu sagen, legt die Analyse des Arbeitgeberverbandes nahe, dass es die Schweizerinnen und Schweizer gerne gemütlich nehmen, während

sich die Ausländerinnen und Ausländer kräftiger ins Zeug legen.

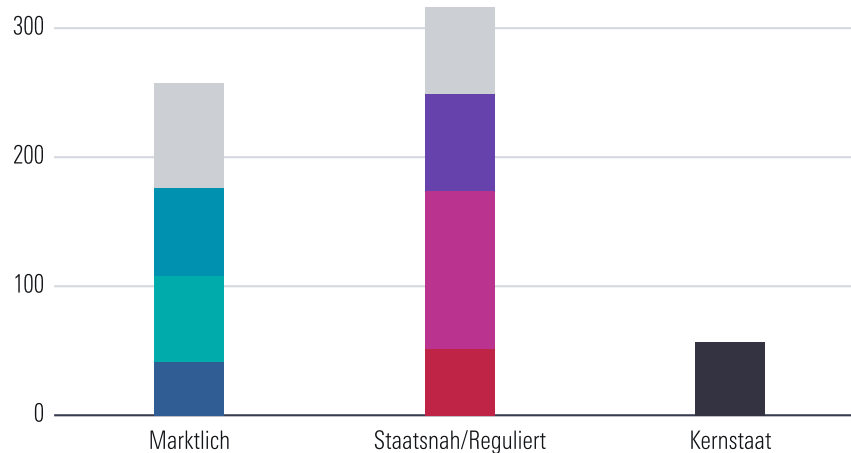
Zwar werden Gesundheitsberufen, die gemäss der Analyse stark gewachsen sind, für gewöhnlich keine besonders attraktiven Arbeitsbedingungen nachgesagt, im Gegenteil. Die öffentliche Verwaltung hingegen ist den Stürmen der Weltwirtschaft weniger ausgesetzt als die Privatunternehmen. Die Schweizer scheinen also in Zeiten, in denen viele Beschäftigte über eine hohe Arbeitsbelastung klagen, eine gewisse Vorliebe für die windstillen Plätze im Arbeitsmarkt zu zeigen.

«Das Problem liegt aber nicht bei den Schweizer Arbeitnehmenden», sagt Patrick Leisibach, Senior Fellow bei Avenir Suisse. Diese würden einfach auf das Angebot und die Konditionen reagieren. Die öffentliche Verwaltung biete hohe Jobsicherheit, planbare Karrieren, gute Vereinbarkeit von Beruf und Familie – und überdurchschnittliche Löhne abseits der Spitzenpositionen. Des Pudels Kern liege deshalb in der Politik: Sie sei verantwortlich für das Stellenwachstum im öffentlichen Sektor.

### Der Staat schafft mehr Stellen als die Privatwirtschaft

Beschäftigungswachstum nach Branchen von 2010 bis 2024 (in Tausend)

Planungsbüros Software und IT Unternehmensdienste Übrige Bildung  
Gesundheit Soziales und Betreuung Übrige Öffentliche Verwaltung

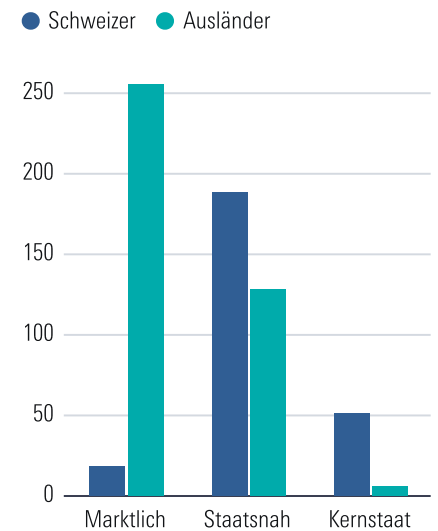


QUELLE: SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

NZZ / sev.

### Schweizer lieben Planbarkeit

Beschäftigungswachstum nach Staatsnähe und Herkunft von 2010 bis 2024  
Schweizer contra Ausländer (in Tausend)



QUELLE: SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

NZZ / sev.